

Stéphane GROS

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Tél : 01 40 30 36 36

14 rue Jules Vallès - 75011 PARIS

Association KTHA

22-26 rue du sergent Beauchat
75012 PARIS

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

S t é p h a n e G R O S

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Tél : 01 40 30 36 36

Fax : 01 40 30 94 09

14, rue Jules Vallès - 75011 PARIS

Association KTHA
22-26 rue du sergent Beauchat
75012 PARIS

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2023, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'association KTHA tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations.
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. sur la base des éléments disponibles à cette date. Il nous appartient sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'entreprise à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels.

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris, le 9 décembre 2024

Stéphane GROS
Commissaire aux Comptes

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Stéphane Gros', written over a faint circular stamp.

BILAN SYNTHEIQUE

KTHA COMPAGNIE

Edition du : 01/01/2023 au 31/12/2023

Avec brouillard

Hors simulation

Soldes N-1 de l'exercice

ACTIF	Exercice N			N-1	PASSIF	Exercice N net	Exercice N-1 net
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net			
Actif immobilisé :					Capitaux propres		
Immobilisations incorporelles					Capital		
- Fonds commercial					Ecart de réévaluation		
- Autres	1 068	1 068		20	Réserves :		
Immobilisations corporelles	64 980	64 549	432	2 902	- Réserve légale		
Immobilisations financières	93		93	108	- Réserves réglementées		
TOTAL I	66 141	65 617	525	3 030	- Autres		
Actif circulant :							
Stocks et en-cours (autres que marchandises)					Report à nouveau	192 537	157 825
Marchandises					Résultat de l'exercice (bénéfice ou pe...	12 760	34 712
Avances et acomptes versés sur commandes	5 216		5 216		Provisions réglementées	19 918	20 197
					TOTAL I	225 215	212 734
Créances :					Provisions pour risques et charges (II)		
Clients et comptes rattachés	22 981	1 150	21 831	37 086	Dettes		
Autres	86 305		86 305	74 984	Emprunts et dettes assimilées	4 000	10 250
Valeurs mobilières de placement					Avances et acomptes reçus sur commandes		
Disponibilités (autres que caisse)	152 740		152 740	152 498	Fournisseurs et comptes rattachés	8 496	10 586
Caisse	812		812	1 360	Autres	29 717	29 388
TOTAL II	268 053	1 150	266 903	265 928	TOTAL III	42 213	50 224
Charges constatées d'avance (III)					Produits constatés d'avance (IV)		6 000
TOTAL GENERAL (I+II+III)	334 194	66 767	267 428	268 958	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	267 428	268 958

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE

KTHA COMPAGNIE
Edition du : 01/01/2023 au 31/12/2023
Soldes N-1 de l'exercice

Avec brouillard Hors simulation

CHARGES (Hors taxes)	Exercice N Net	Exercice N-1 Net	PRODUITS (Hors taxes)	Exercice N net	Exercice N-1 net
CHARGES D'EXPLOITATION :			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises			Ventes de marchandises		
Variation de stock (marchandises)			Production vendue (biens et services)	228 306	241 170
Achats d'approvisionnement			Production stockée		
Variation de stock (approvisionnement)			Production immobilisée		
Autres charges externes	135 748	120 905	Subventions d'exploitation	212 800	182 250
Impôts, taxes et versements assimilés	3 999	3 984	Autres produits	21 415	25 437
Rémunération du personnel	226 157	214 050	Produits financiers	2 276	885
Charges sociales	85 613	83 155			
Dotations aux amortissements	3 008	6 278			
Dotations aux provisions					
Autres charges	1 175	2 845			
Charges financières					
TOTAL (I)	455 700	431 218	TOTAL (I)	464 797	449 742
CHARGES EXCEPTIONNELLES (II)	6 866	10 740	PRODUITS EXCEPTIONNELS (II)	10 529	26 928
IMPOTS SUR LES BENEFICES (III)					
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	462 566	441 958	TOTAL DES PRODUITS (I+II)	475 326	476 670
BENEFICE OU PERTE	12 760	34 712			
TOTAL GENERAL	475 326	476 670	TOTAL GENERAL	475 326	476 670

Association ktha compagnie

38-40 rue des Amandiers

75020 PARIS

Siret : 43514736800052

APE : 9001Z

ETATS FINANCIERS

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Ces comptes annuels ont été établis le 14/05/2024.

Par ailleurs l'association ayant dépassé le plafond des subventions publiques fixé par la loi à 153.000€ l'obligeant à recourir à un commissaire aux comptes. Le cabinet Claris Conseil a été nommé pour cette mission à compter de la clôture 2020.

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle
- comparabilité et continuité de l'exploitation
- régularité et sincérité
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2023 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Logiciels informatiques	1 à 3 ans
- Agencements terrains	6 à 10 ans
- Matériel Outillage industriel	5 ans
- Aménagements Installations	6 à 10 ans
- Matériel de transport	4 ans
- Matériel bureau & informatique	3 à 10 ans
- Mobilier	5 à 10 ans

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées correspondent à la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant le mode linéaire.

Fonds dédiés :

La partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée en fonds dédiés avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte report en fonds dédiés.

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » seront reprises en produits au cours des exercices suivants au rythme de la réalisation des engagements.

Une dotation aux fonds dédiés a été constituée à hauteur de 4 000 euros.

Tableau de suivi des fonds dédiés :

Détail	Fonds dédiés au 31/12/2022	Report	Utilisation	Imputation	Fonds dédiés au 31/12/2023
Projet PTT	4 250,00 €	4 000,00 €	4 250,00 €		4 000,00 €
Projet BEABA	6 000,00 €		6 000,00 €		0,00 €
Projet					0,00 €
Projet					
TOTAL	10 250,00 €	4 000,00 €	10 250,00 €	0,00 €	4 000,00 €

Immobilisations :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	1 068	0		1 068
Immobilisations corporelles	64 462	518		64 980
Immobilisations financières	108		15	93
TOTAL	65 638	518	15	66 141

Immobilisations amortissables :

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	1 068			1 068
TOTAL I	1 068	0	0	1 068
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
inst. Génér., agencmt	11 143			11 143
Install. Tech., matériel, outill. Industriels	679			679
Autres immobilisations corporelles				
Install. Générales, agencements divers	808			808
Agencement bureau subventionné		518		518
Matériel de transport	45 336	0		45 336
Matériel de bureau et informatique	3 815	0		3 815
Mobilier	2 681			2 681
TOTAL II	64 462	518	0	64 980
TOTAL GENERAL (I+II)	65 530	518	0	66 048

Amortissements :

Amortissements des immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	1 048	20		1 068
TOTAL I	1 048	20	0	1 068
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
inst. Gén., agencmt	11 143			11 143
Install. Tech., matériel, outill. Industriels	679			679
Autres immobilisations corporelles				
Install. Générales, agencements divers	808			808
Agencement bureau subventionné	0	86		86
Matériel de transport	42 792	2 544		45 336
Matériel de bureau et informatique	3 457	358		3 815
Mobilier	2 681			2 681
TOTAL II	61 560	2 988	0	64 548
TOTAL GENERAL (I+II)	62 608	3 008	0	65 616

Etat des créances et charges constatées d'avance :

Créances	Montant brut	Échéances jusqu'à 1 an	Échéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	93		93
Créances de l'actif circulant :			
Créances usagers	22 981	22 981	
Autres créances	3 663	3 663	
Charges constatées d'avance		0	
TOTAL	26 737	26 644	

Etat des produits à recevoir :

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immo. Financières	
Produits d'exploitation	
Subventions / financements	81 752
Autres produits à recevoir	890
TOTAL	82 642

Etat des dettes et des produits constatés d'avance :

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	2 267	2 267		
Dettes fiscales et sociales	23 011	23 011		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	3 596	3 596		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	28 874	28 874		

Etat des charges à payer :

Charges à payer	Montant
Emprunt & dettes établ. De crédit	
Emprunt & dettes financières div.	
Fournisseurs FAR	6 229
Dettes fiscales et sociales – Prov CP	3 110
Autres dettes	
TOTAL	9 339

BILAN PASSIF au 31/12/2023

PASSIF	Exercice 2023 Net	Exercice 2022 net
Capitaux propres		
Fonds Associatifs	4000	10250
Ecarts de réévaluation		
Réserves :		
- Réserve légale		
- Réserves réglementées		
- Autres		
Report à nouveau	192537	157825
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	12760	34712
Subventions d'investissement	19918	20197
TOTAL I	229215	222984
Provisions pour risques et charges (II)		
Dettes		
Emprunts et dettes assimilées		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Fournisseurs et comptes rattachés	8496	10586
Autres	29717	29388
TOTAL III	38213	39974
Produits constatés d'avance (IV)		6000
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	267428	268958

BILAN ACTIF au 31/12/2023

ACTIF	Exercice 2023		2022	
	Brut	Amortissem ents et provisions	Net	Net
Actif immobilisé :				
Immobilisations incorporelles				
- Fonds commercial				
- Autres	1068	1068		20
Immobilisations corporelles	64980	64549	432	2902
Immobilisations financières	93		93	108
TOTAL I	66141	65617	525	3030
Actif circulant :				
Stocks et en-cours (autres que marchandises)				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	5216		5216	
Créances :				
Clients et comptes rattachés	22981	1150	21831	37086
Autres	86305		86305	74984
Valeurs mobilières de placement			0	
Disponibilités (autres que caisse)	152740		152740	152498
Caisse	812		812	1360
TOTAL II	268053	1150	266903	265928
Charges constatées d'avance (III)				
TOTAL GENERAL (I+II+III)	334194	66767	267428	268958

COMPTE DE RESULTAT du 01/01/2023 au 31/12/2023

CHARGES (Hors taxes)	2023	2022	PRODUITS (Hors taxes)	2023	2022
	Net	Net		net	net
CHARGES D'EXPLOITATION :			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises			Ventes de marchandises		
Variation de stock (marchandises)			Production vendue (biens et services)	228306	241170
Achats d'approvisionnement			Production stockée		
Variation de stock (approvisionnement)			Production immobilisée		
Autres charges externes	135748	120905	Subventions d'exploitation	212800	182250
Impôts, taxes et versements assimilés	3999	3984	Autres produits	21415	25437
Rémunération du personnel	226157	214050	Produits financiers	2276	885
Charges sociales	85613	83155			
Dotations aux amortissements	3008	6278			
Dotations aux provisions					
Autres charges	1175	2845			
Charges financières					
TOTAL (I)	455700	431218	TOTAL (I)	464797	449742
CHARGES EXCEPTIONNELLES (II)	6866	10740	PRODUITS EXCEPTIONNELS (II)	10529	26928
IMPOTS SUR LES BENEFICES (III)					
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	462566	441958	TOTAL DES PRODUITS (I+II)	475326	476670
BENEFICE OU PERTE	12760	34712			
TOTAL GENERAL	475326	476670	TOTAL GENERAL	475326	476670

Stéphane GROS

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Tél : 01 40 30 36 36

Fax : 01 40 30 94 09

14 rue Jules Vallès - 75011 PARIS

Association KTHA
22-26 rue du sergent Beauchat
75012 PARIS

RAPPORT SPECIAL SUR LES CONVENTIONS

EXERCICE AU 31 DECEMBRE 2023

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés. Il n'entre pas dans notre mission de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention visée à l'article L 612-5 du Code de commerce.

Paris, le 9 décembre 2024

Stéphane GROS
Commissaire aux Comptes

